

#### 4. ACCELERER LA CROISSANCE ECONOMIQUE — L'Agriculture et le Développement rural —

*Actions à mettre en œuvre au cours des 5 prochaines années dans le cadre du processus de la TICAD. (Plan d'Action de Yokohama)*

Le Processus de la TICAD recherchera une convergence avec le CAADP afin :

- (1) de renforcer les capacités pour l'accroissement de la production alimentaire et de la productivité agricole ;
- (2) d'améliorer l'accès aux marchés et la compétitivité agricole ;
- (3) de soutenir la gestion durable des ressources en eau et de l'utilisation des terres.

*Principales actions entreprises jusqu'à la date de février 2009 sous le couvert du processus de la TICAD*

- **Agriculture et développement rural**  
4.42 milliards de Yens ont été engagés au titre des dons et de l'assistance technique, soit 17% de l'enveloppe globale y relative, fixée à 26 milliards de yens sur cinq ans. Quatre projets de dons pour les agriculteurs non privilégiés dans trois pays, cinq dons pour les projets de coopération et huit projets d'assistance technique dans sept pays ont été approuvés ou initiés. (Pour plus de précisions, voir la page 7 de l'Annexe II, liste-matrice sur l'état d'exécution de la Quatrième TICAD.)
- **Réponses à la hausse des prix des produits alimentaires (à court terme)**  
Pour une enveloppe globale projetée à 100 million USD d'aide alimentaire d'urgence, dont l'exécution devrait intervenir entre mai et juillet 2008, 15,3 millions de yens ont été utilisés jusqu'en décembre 2008. De ce total, 90,3 milliards USD ont été dépensés pour l'Aide alimentaire en Afrique ( six pays en ont bénéficié sur une base bilatérale et onze, à travers le Programme alimentaire mondial).

En outre, les propositions du budget complémentaire pour l'année financière 2008, comprenant une enveloppe de 29,9 milliards de Yens pour répondre à la crise alimentaire en Afrique, ont été approuvées par la Diète japonaise, et les montants y afférents doivent être décaissés en mars 2009.

L'Union Européenne a créé un Fonds de 1 milliard d'Euros au titre d'une réponse rapide à la flambée des prix des produits alimentaires dans les pays en développement. (*\* fait l'objet de discussion avec la Commission européenne*).

- **Réponse à l'accroissement de l'approvisionnement alimentaire (moyen et long terme)**  
Lors de la réunion annuelle en 2008 du Comité de Développement Conjoint de la Banque mondiale et du FMI, il avait été décidé de pourvoir pour les cinq prochaines années, une enveloppe de 100 millions USD au Fonds de la Banque mondiale pour l'assistance à l'agriculture africaine.
- **Réponse à l'augmentation de la productivité agricole (moyen et long terme)**  
Des programmes pour accroître et améliorer la qualité et la quantité de la production de riz en Afrique par un renforcement des capacités, la recherche et le

développement autant que des programmes de formation également soutenus par les dons et l'assistance technique sus relevés sont en cours. Ils concernent (1) l'irrigation à petite échelle, (2) l'introduction et la promotion de technologies agricoles, (3) la gestion des ressources en eau, (4) l'utilisation des terres.

S'agissant de la coopération Sud-Sud, une assistance technique pour la culture du riz, les pêches et l'aquaculture sont en cours dans certains pays africains.

### *Défis à venir*

- Afin de soutenir le développement durable de l'agriculture et des secteurs y afférents, il sera nécessaire d'accorder une attention particulière à l'impact éventuel des activités agricoles sur l'environnement ; dans le même temps, une plus grande attention devra être accordée à la protection et à la promotion des femmes qui jouent un rôle crucial dans l'agriculture à travers le continent ; le potentiel de la coopération Sud-Sud dans le domaine agricole devrait également être davantage considéré, dans le cadre notamment de la coopération triangulaire ou trilatérale.
- Il est important pour les pays africains de poursuivre le renforcement de la mise en œuvre du CAADP dans le cadre du NEPAD autant que la promotion de l'Assistance en faveur de la productivité agricole et de l'accès aux marchés.